

**ENOUGH
IS ENOUGH**

**ASSEZ,
C'EST ASSEZ**

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

4 mai 2026

LE SILENCE EN DIT LONG : 57 % des candidats de la région métropolitaine de Moncton ont ignoré le sondage sur la sécurité publique

GRANDE RÉGION DE MONCTON, N.-B. — La coalition « Assez c'est assez » a publié aujourd'hui les résultats complets de son sondage auprès de tous les candidats, envoyé aux 62 candidats aux élections municipales de Moncton, Riverview et Dieppe en vue du scrutin du 11 mai 2026.

Sur les 62 candidats, 36 n'ont pas répondu, alors que les habitants et les commerçants de la région du Grand Moncton signalent une hausse de la criminalité, des cambriolages, des vols, des agressions et du harcèlement persistant. Parmi ceux qui ont répondu, 7 candidats supplémentaires ont refusé de qualifier la situation de crise en matière de sécurité publique. Au total, 43 des 62 candidats — soit près de 70 % — ont soit ignoré complètement le sondage, soit omis de reconnaître l'urgence de la situation en matière de sécurité publique.

« La coalition a envoyé ce questionnaire à tous les candidats, car les électeurs méritent de connaître la position de leurs futurs représentants sur la sécurité publique avant de voter », a déclaré Patrick Gillespie, porte-parole de la coalition Assez c'est assez. « Le silence n'est pas neutre. Le silence envoie un message fort. Le jour du scrutin, les électeurs devraient se souvenir de ceux qui ont choisi de ne pas répondre, ou qui n'estiment pas que ce soit l'un des enjeux les plus importants auxquels notre communauté est confrontée. »

CANDIDATS N'AYANT PAS RÉPONDU

Les 36 candidats suivants n'ont pas répondu au questionnaire. La coalition Assez C'est Assez invite les électeurs à tenir compte de ce silence le jour du scrutin.

Ville de Moncton — Non-répondants

Maire : Shawn Crossman — M. Crossman a fait de la sécurité publique un élément central de sa campagne électorale, affirmant à plusieurs reprises et publiquement qu'il s'agissait d'une priorité absolue. Il n'a pas répondu au seul sondage envoyé à tous les candidats et portant spécifiquement sur cette question. Les électeurs doivent se poser une question simple : s'il ne veut pas s'expliquer sur sa position avant les élections, pourquoi croire qu'il le fera après ?

Maire : Jeffrey McCluskey

Conseil général : Marty Kingston (sortant), Greg Turner

Conseil, circonscription 2 : Marc Leger

Conseil, circonscription 3 : Bryan Butler (sortant), Dave Steeves (sortant),

Conseil, circonscription 4 : Paul Richard (sortant)

Ville de Dieppe — Non-répondants

Le silence quasi total de Dieppe est le résultat le plus alarmant de cette enquête. Seul 1 candidat sur 17 a répondu. Le candidat à la mairie Michel Melanson a répondu, mais sa réponse a nié l'existence d'une crise de sécurité publique. Tous les candidats au conseil municipal de Dieppe ont ignoré le sondage. Ernest Thibodeau, conseiller sortant candidat à la mairie, n'a pas trouvé les 6 minutes nécessaires pour répondre. Hélène Boudreau, également candidate à la mairie, n'a pas répondu. Les résidents et les entreprises du Grand Moncton méritent de savoir : le prochain conseil municipal de Dieppe a-t-il l'intention de s'associer à la lutte pour la sécurité publique régionale, ou non ?

Maire : Hélène Boudreau, Ernest Thibodeau

Conseil général : Mark Black, Mélyssa Boudreau-Janin (sortante), Jean Dubé, René Ephestion, Léo Y LeBlanc, Jacob Levesque

Conseil du quartier 1 : Jean-Marc Brideau (sortant), Bernard J. Leblanc, Roland LeBlanc

Conseil du quartier 2 : Gille Savoie (élue par acclamation)

Conseil du 3e district : Marc Lanteigne (sortant, élue par acclamation)

Conseil du 4e district : Philippe Caouette (élu par acclamation)

Conseil municipal, circonscription 5 : Yvon Johnson, Roger LeBlanc

Ville de Riverview — Non-répondants

Conseil général : Lynda Case-Carey, Cécile Cassista (sortante), Joe Gangoo, Stephen Gouzoules (sortant), Glenn Miller

Conseil municipal, circonscription 1 : Alexander (Alex) Gagné

Conseil municipal, circonscription 2 : Jessica Bourque, Jamie Comeau

Conseil municipal, circonscription 3 : Jeremy Thorne (titulaire)

Conseil de la circonscription 4 : Kent MacDonald, Dennis Woods

LES TITULAIRES QUI SONT RESTÉS SILENCIEUX

Il ne s'agit pas de nouveaux candidats qui ne connaissent pas les obligations de rendre des comptes au public. Ce sont des élus en poste qui ont déjà voté contre l'ajout de ressources policières supplémentaires pour le Grand Moncton. Leur silence face à ce sondage confirme encore davantage leur refus de s'attaquer à ce problème croissant.

Moncton : Marty Kingston (conseiller général), Bryan Butler (conseiller du 3e district), Dave Steeves (conseiller du 3e district), Paul Richard (conseiller du 4e district)

Dieppe : Mélyssa Boudreau-Janin (conseillère générale, élue sans opposition), Jean-Marc Brideau (conseiller du quartier 1, élu sans opposition), Marc Lanteigne (conseiller du quartier 3, élu sans opposition)

Riverview : Cécile Cassista (conseillère générale), Stephen Gouzoules (conseiller général), Jeremy Thorne (conseiller du quartier 3)

LES CANDIDATS QUI ESTIMENT QUE LA CRIMINALITÉ N'EST PAS UNE CRISE

Parmi ceux qui ont répondu, les candidats suivants ont refusé de qualifier la sécurité publique de crise ou ont refusé de s'engager à prendre des mesures élémentaires de responsabilisation. Les électeurs devraient mettre en balance ces positions avec l'expérience vécue par leurs voisins, leurs commerces et leur communauté au moment de voter.

- **Daniel Bourgeois (conseiller municipal de Moncton, circonscription 2, sortant)** — A qualifié la situation de « bien gérée », a cité la baisse des taux de criminalité depuis 2021 et a utilisé sa réponse au sondage pour défendre le vote unanime du conseil municipal rejetant la demande de ressources de la CRPA.
- **Todd Hansen (Conseil municipal de Moncton, 2e circonscription)** — A qualifié la situation de « bien gérée ». N'a fourni aucune explication.
- **Ana Larade (conseillère générale de Moncton)** — A qualifié la situation de « bien gérée », reconnaissant les défis mais refusant de les qualifier de crise.
- **Kristin Cavoukian (conseillère municipale de Moncton, quartier 2)** — A sélectionné « incertain / j'ai besoin de plus d'informations » quant à savoir si la criminalité constitue une crise, et a refusé de s'engager à rendre compte publiquement des mesures de sécurité publique au cours de ses 90 premiers jours en fonction.
- **Michel Melanson (maire de Dieppe)** — Seul candidat de Dieppe à avoir répondu. A sélectionné « incertain » pour plusieurs questions et a refusé de s'engager à rendre compte publiquement de ses actions en matière de sécurité publique dans les 90 jours.

- **Richard Blackstock (conseiller municipal de Riverview, circonscription 1, sortant)** — A qualifié la situation de « bien gérée », citant les 67 initiatives en matière de santé mentale comme preuve que les efforts actuels sont suffisants.
- **Scott Grant (conseiller municipal de Riverview, circonscription 4)** — A qualifié la situation de « bien gérée », déclarant qu'il souhaiterait disposer de plus d'informations avant d'évaluer les mesures appropriées.

Parmi les 26 candidats ayant répondu à l'enquête, plusieurs conclusions ressortent :

- 19 des 26 personnes interrogées (73 %) ont qualifié la sécurité publique de crise nécessitant une action urgente. Les 7 autres l'ont jugée « correctement gérée » ou ont déclaré ne pas savoir — une position difficile à concilier avec le quotidien des habitants et des commerçants de l'agglomération de Moncton.
- 24 des 26 personnes interrogées (92 %) se sont engagées à rendre compte publiquement des mesures prises en matière de sécurité publique au cours de leurs 90 premiers jours en fonction. Michel Melanson (maire de Dieppe) et Kristin Cavoukian (conseillère municipale du quartier 2 de Moncton) n'ont pas pris cet engagement.
- La grande majorité des répondants s'accordaient à dire que les rapports actuels sur la criminalité ne reflètent pas adéquatement l'expérience vécue par les résidents et ont appelé à des rapports publics plus complets et transparents.
- Les 26 répondants ont tous exprimé leur soutien — sans réserve ou sous certaines conditions — à une stratégie formelle de réduction de la criminalité impliquant plusieurs parties prenantes, assortie d'objectifs mesurables et d'un compte rendu public transparent, ce qui constitue la revendication centrale de la coalition « Assez c'est assez ».
- Aucun candidat au conseil municipal de Dieppe n'a répondu, ce qui soulève de sérieuses questions quant à savoir si le prochain conseil municipal de Dieppe sera un partenaire significatif dans toute stratégie régionale de sécurité publique.

MESSAGE DE LA COALITION AUX ÉLECTEURS

Le jour du scrutin, souvenez-vous de ceux qui ne considèrent pas la criminalité comme un problème ou qui n'ont pas pris la peine de répondre. Ce sont ces personnes qui, si elles sont élues, ne résoudront pas le problème.

Les réponses complètes des 26 personnes interrogées sont accessibles au public sur enoughisenoughmoncton.ca. La coalition « Assez c'est assez » compte plus de 3 000 signataires de la pétition et représente des entrepreneurs, des résidents et des organisations communautaires de l'agglomération de Moncton qui réclament des mesures concrètes et coordonnées en matière de sécurité publique — et non le silence.

CONTACT MÉDIAS

Coalition « Assez c'est assez »
 Tél. : 506-878-3025
info@enoughisenoughmoncton.ca
www.enoughisenoughmoncton.ca

— 30 —

APERÇU DES RÉSULTATS DU SONDAGE

Municipalité / Élection	Candidats	Ont répondu	Pas de réponse	Pas de crise	Pas d'engagement de 90 jours
Moncton — Maire	4	2	2	0	0

Moncton — Conseil	23	16	7	4	1
Dieppe — Maire	3	1	2	1	1
Dieppe — Conseil	14	0	14	N/A	N/A
Riverview — Maire	1	1†	0	0	0
Riverview — Conseil	17	6	11	2	0
TOTAL	62	26	36	7	2

† Andrew J. LeBlanc (maire de Riverview) s'est présenté par acclamation et a répondu à l'enquête.

À PROPOS DE LA COALITION « ASSEZ C'EST ASSEZ »

La coalition « Assez c'est assez » est un groupe de défense de la sécurité publique dirigé par des entreprises qui représente les résidents et les propriétaires d'entreprises de Moncton, Dieppe et Riverview. La coalition compte plus de 3 000 signataires de la pétition et demande à tous les niveaux de gouvernement de reconnaître officiellement la crise de sécurité publique dans le Grand Moncton et de s'engager à mettre en place une stratégie coordonnée et mesurable de réduction de la criminalité, assortie de mécanismes transparents de rapport et de reddition de comptes.